

Mesure n°62.1 d : DLAL – Frais de fonctionnement et d’animation – art. 62.1 d

Point 3 du cadre méthodologique : Objectifs de la mesure

La mise en œuvre d’une stratégie de développement local requiert une solide ingénierie territoriale. Cette mesure vise à soutenir le GALPA afin qu’il ait la capacité d’assumer les missions qui lui incombent :

- Animation du territoire : développer l’appropriation locale de la stratégie et mettre en réseau les acteurs locaux (via des réunions, des groupes de travail, des visites sur le terrain, etc.);
- Soutien au développement de projets : renforcer les capacités des acteurs locaux et les accompagner tout au long du cycle de vie du projet, du montage à sa mise en œuvre (rédaction des fiches projet, élaboration des demandes d’aides et de paiement, préparation des contrôles, etc.) ;
- Pré-instruction et sélection des projets : définir les critères de sélection des projets, préparer les appels à projets le cas échéant, réceptionner et pré-instruire les demandes d’aides (contrôle préalable d’admissibilité avant transmission du dossier à la Région), organiser et animer les comités de sélection;
- Suivi et évaluation de la stratégie : élaborer et mettre en œuvre de plan de suivi et d’évaluation de la stratégie, collecter les informations relatives aux indicateurs de résultats auprès des bénéficiaires ;
- Communication / promotion de la démarche DLAL et de la stratégie du GALPA : concevoir et diffuser des supports de communication (brochures, affiches, site web, vidéos, presse), organiser et participer à des événements.

Point 4 du cadre méthodologique : conditions d’éligibilité

4.1 Conditions d’éligibilité portant sur les bénéficiaires

Les bénéficiaires sont :

- La structure porteuse et les structures membres d’un GALPA sélectionnées à l’issue d’un appel à candidatures lancé par une Région ;
- Ou, le cas échéant, la structure commune légalement constituée afin de porter la démarche DLAL.

4.2 Conditions d’éligibilité portant sur les projets

Sont éligibles les opérations liées au fonctionnement ou à l’animation mises en œuvre à partir de la date de notification de la décision du comité de sélection régional (les opérations liées au fonctionnement ou à l’animation mises en œuvre antérieurement relevant de l’aide préparatoire).

Point 5 du cadre méthodologique : critères de sélection

5.1 Critères de sélection portant sur les bénéficiaires

Néant : la sélection d’un GALPA donne accès au financement des frais de fonctionnement et d’animation.

5.2 Critères de sélection portant sur les projets

Néant : la sélection d’un GALPA donne accès au financement des frais de fonctionnement et d’animation.

Point 6 du cadre méthodologique : aspects financiers

6.1 Modalités de calcul de l'assiette

Nature des dépenses éligibles :

- Frais de personnel directement liés à l'opération : barème de coût unitaires basé sur les données réelles du bénéficiaire (cf. note sur les coûts simplifiés) ;
- Frais de restauration et logement directement liés à l'opération : pris en charge sur la base des barèmes de la fonction publique (cf. note sur les coûts simplifiés) ;
- Frais de déplacement directement liés à l'opération : pris en charge au réel sur la base de la classe économique ou de la seconde classe (sauf pour les déplacements en voiture : prise en charge sur la base du barème kilométrique de la fonction publique) (cf. note sur les coûts simplifiés) ;
- Frais de formation des animateurs/gestionnaires du GALPA et des porteurs de projets (coûts réels);
- Frais de conseil, d'expertise juridique, technique et financière (coûts réels);
- Frais de location de salle (coûts réels);
- Frais de communication (coûts réels);
- Frais indirects : 15% des frais de personnel directement liés à l'opération (cf. note sur les coûts simplifiés) ;
- Contributions en nature (apport de terrain ou de bien immeuble, fourniture de services, de biens d'équipement ou mise à disposition de locaux, travail bénévole ou mise à disposition de personnel à titre gratuit)

Eligibilité temporelle des dépenses :

Les dépenses sont éligibles à compter de la date de notification de la décision du comité de sélection régional.

Plafond des dépenses éligibles :

Conformément à l'article 35.2 du RPDC, le montant des dépenses de fonctionnement et d'animation ne doit pas dépasser 25% des dépenses publiques totales engagées dans le cadre de la stratégie de développement local.

6.2 Intensité de l'aide publique

100% maximum (dérogation permise par l'article 95.3.b du règlement FEAMP).

6.3 Taux de cofinancement du FEAMP

50 % du total des aides publiques.

Critères approuvés en comité national de suivi du 19 AOUT 2016 conformément à l'article 113 du règlement 508/2014 relatif au FEAMP